

https://ernestmandel.org/spip.php?page=article&id_article=80

Préface à « Introduction à l'Économie Politique » de Rosa Luxemburg

- Écrits -

Date de mise en ligne : samedi 13 novembre 2010

Date de parution : 1970

Copyright © Ernest Mandel - Tous droits réservés

1. *L'introduction à l'économie politique de Rosa Luxemburg* est née directement de son activité de professeur à l'École Centrale du parti social-démocrate à Berlin. Ouverte le 15 novembre 1906, cette école, qui reçut quelque cinquante élèves par semestre, compta Rosa Luxemburg parmi ses professeurs à partir du 1^{er} octobre 1907. Elle y remplaça Hilferding et Pannekoek auxquels la police prussienne avait interdit tout enseignement politique ; ses cours portèrent sur l'économie politique et l'histoire économique. A partir de 1911, elle donna en outre un cours sur l'histoire du socialisme, en remplacement de Franz Mehring.[1]

L'idée de faire éditer ses conférences lui vint, semble-t-il, en 1908. Mais, entre-temps, le sujet qui allait lui permettre d'apporter sa contribution personnelle à l'histoire de la théorie économique marxiste - le problème de l'impérialisme, ou, pour reprendre son propre titre, celui de *L'Accumulation du Capital* - l'absorba de plus en plus matériellement et intellectuellement.

L'Accumulation du Capital parut en 1913, et c'est, sans doute, seulement après avoir achevé son magnum opus, que Rosa reprit la rédaction de son *Introduction à l'économie politique*. De nouveau interrompue par l'éclatement de la guerre, elle poursuivit l'élaboration de *L'Introduction* pendant son séjour en prison, à Wronke, en Posnanie, en 1916-1917.

Paul Levi, qui était son exécuteur testamentaire, voulait éditer les Œuvres complètes de Rosa, mais *L'Introduction* fut publiée comme un ouvrage à part. Sans doute pensait-il qu'il ne s'agissait pas d'un livre achevé. Voici ce qu'il écrivait dans la préface de l'édition allemande de 1925 :

« Ces feuilles de Rosa Luxemburg sont dues aux conférences qu'elle a tenues à l'école du parti social-démocrate. Elles sont manuscrites ; mais le style trahit bien souvent le fait qu'il s'agit d'un discours écrit. L'ouvrage n'est pas non plus complet. Il y manque notamment les parties théoriques sur la valeur, la plus-value, le profit, etc., c'est-à-dire ce qui est exposé dans « *Le Capital* » de Karl Marx sur la fonction du système capitaliste. L'état du manuscrit posthume ne permet pas de saisir les raisons de ces lacunes. Est-ce la fin abrupte de sa vie qui a empêché Rosa d'achever ce qu'elle avait entrepris ? Est-ce dû au fait que les bandits, gardiens de « l'ordre », qui avaient pénétré dans sa maison, ont volé entre autres les parties manquantes du manuscrit ? Le manuscrit posthume offre en tout cas des indices certains que le texte, tel qu'il se présente aujourd'hui, ne peut pas être considéré comme achevé. [2]

Paul Frölich, un des principaux disciples de Rosa Luxemburg, est, cependant, plus précis que Paul Levi. Dans sa biographie de Rosa, il écrit :

« Nous connaissons le plan d'ensemble de l'ouvrage d'après une lettre envoyée à l'éditeur I.H.W. Dietz, écrite à la prison militaire des femmes de Berlin, le 28 juillet 1916. Voici quels en étaient les chapitres prévus :

1. Qu'est-ce que l'économie politique ?
2. Le travail social.
3. Éléments d'histoire économique : la société communiste primitive.
4. Id. le système économique féodal.
5. Id. la ville médiévale et les corporations artisanales.
6. La production marchande.
7. Le travail salarié.
8. Le profit capitaliste.
9. La crise.
10. Les tendances de l'évolution capitaliste.

En l'été 1916, les deux premiers chapitres étaient prêts pour l'impression, tous les autres étaient des brouillons. Parmi les manuscrits laissés par Rosa Luxemburg, on n'a cependant retrouvé que les chapitres 1, 3, 6, 7 et 10. Paul Levi les a publiés en 1925, malheureusement avec beaucoup d'erreurs, des modifications arbitraires et en omettant des remarques importantes. » [3]

Il faut souligner cependant que si, comme l'affirme Paul Levi, les problèmes de la valeur et de la plus-value ne sont pas traités de manière systématique dans les chapitres qui nous sont parvenus, ils sont éclaircis de manière satisfaisante dans les chapitres relatifs à la production marchande et à la loi des salaires.

2. On connaît peu un sujet qui mériterait plus d'attention de tous ceux qui se passionnent pour l'histoire du marxisme, du socialisme ou même, en général, du mouvement ouvrier et des luttes sociales entre 1880 et 1914 : à savoir la manière dont le marxisme a été accueilli, compris et assimilé par ceux qui se disaient, à l'époque, marxistes. Il est clair aujourd'hui que le progrès inexorable des idées de Marx au sein du mouvement ouvrier international, qu'Engels célébra en termes chaleureux vers la fin de sa vie, fut plus apparent que réel. *Le Capital* [4] lui-même ne connut qu'une diffusion difficile en dehors de l'Allemagne. Quant à la version allemande, tandis que s'achevait la 7^e édition du tome I, peu avant la mort d'Engels, les tomes II et III n'étaient diffusés, en 1914, qu'à quelques milliers d'exemplaires. Il n'est certes pas exagéré d'affirmer que l'œuvre maîtresse de Marx a davantage été lue au cours de ces dix dernières années qu'au cours du premier demi-siècle qui suivit sa rédaction.

Aux difficultés de diffusion du *Capital* - dues à la fois à l'hostilité de la science académique et au niveau de culture encore trop bas de la masse ouvrière pour saisir cette oeuvre aux abords austères - s'ajoutent les lenteurs de publication des autres oeuvres économiques de Marx. Les *Théories de la plus-value* ne seront mises en vente qu'entre 1904 et 1910. Quant aux *Manuscrits de 1844 et aux Grundrisse*, Rosa n'a même pas pu les lire : ils furent publiés longtemps après son assassinat. Aujourd'hui encore, des centaines de pages de travaux économiques de Marx n'ont pas encore paru.

Ce furent surtout des « vulgarisateurs » qui eurent à satisfaire la soif de connaissance des travailleurs socialistes. Parmi eux, Karl Kautsky occupe incontestablement la première place. Sa brochure *La doctrine économique de Karl Marx* (« Karl Marxens Ökonomische Lehre ») connut quatorze éditions en langue allemande jusqu'en 1912, et de nombreuses éditions dans diverses langues européennes. [5] Ce fut de ce véritable manuel que deux générations successives de socialistes tirèrent l'essentiel de leurs connaissances économiques marxistes.

Or, comparée à *L'Introduction* de Rosa, la brochure de Kautsky frappe par son caractère schématique et simplificateur. En disciple appliqué, Kautsky se contente de résumer la doctrine de Marx en langage « plus facilement compréhensible », sacrifiant en partie la richesse dialectique d'une pensée à la fois nuancée à l'extrême et capable des généralisations les plus audacieuses. De cette synthèse magistrale de l'abstrait et du concret, Kautsky ne tire qu'un enchaînement de syllogismes.

Certes, face aux assauts des révisionnistes qui mettront en avant l'atténuation progressive des contradictions économiques et sociales du capitalisme [6], Kautsky défendra l'orthodoxie, et Rosa et Lénine se référeront à lui pendant une décennie. Mais, mises à part quelques lueurs de génie [7], cette orthodoxie routinière recouvre mal un vice fondamental, qui montera à la surface à partir de 1910 et dont toute l'ampleur apparaîtra lors de l'éclatement de la première guerre mondiale. A la conception matérialiste de l'histoire qui fait de la lutte de classes le moteur du processus historique, et qui conçoit la révolution sociale comme l'issue du conflit entre les forces productives et les rapports de production, Kautsky substitue un déterminisme économique de plus en plus fataliste, dans lequel les « nécessités économiques » finissent par condamner à l'échec les luttes révolutionnaires du prolétariat. [8]

Après l'univers desséché de Kautsky, *L'Introduction à l'économie politique* de Rosa Luxemburg agit comme un bain de fraîcheur. Renouant avec la méthode de Marx plutôt qu'avec l'exposé du *Capital*, elle nous fait toucher du doigt le

même enchevêtrement de l'histoire et de la théorie économique, du concret et de l'abstrait, la même capacité d'analyse et de généralisation qui sait éviter tout schématisme sans tomber dans l'empirisme banal. Il suffit de comparer la brochure de Kautsky - pourtant une de ses œuvres les plus valables - avec le livre de Rosa, pour saisir toutes les différences de tempérament, d'imagination, de sensibilité, de capacité de synthèse théorique entre les deux personnages.

Rosa fut-elle la première à modifier l'enseignement de la théorie économique marxiste tel qu'il fut pratiqué pendant deux décennies par l'école de Kautsky ? Il faudrait de nombreuses recherches pour répondre à cette question. En Autriche, en Belgique, aux Pays-Bas, aux États-Unis [9], en Italie et en France, il semble bien que ce fut la tradition inaugurée par Kautsky qui triompha et provoqua des ravages dans la manière même de concevoir le marxisme, y compris à l'époque initiale de l'Internationale Communiste. En ce qui concerne la social-démocratie russe, en revanche, bien des indices font supposer qu'il n'en fut pas ainsi. Nous savons, par exemple, qu'à la fameuse école de Capri de la social-démocratie russe, Bogdanov a fait un cours d'économie politique en 1908-1909, et, d'après ce que nous a communiqué feu notre ami Roman Rosdolsky, ce cours aurait révélé beaucoup de similitudes méthodologiques avec celui de Rosa. S'agit-il d'une coïncidence ou d'une influence mutuelle ? Bogdanov s'est-il inspiré de Rosa ? Rosa a-t-elle été influencée par Bogdanov ? Existe-t-il des modèles d'exposés plus anciens, dont découleraient ces deux introductions ? Il est impossible de répondre aujourd'hui à ces questions.

3. Certains passages de *L'Introduction à l'économie politique* ont soulevé des critiques, les uns à tort, les autres à juste titre. Toute la première partie de l'ouvrage s'efforce de répondre à la question : « Qu'est-ce que l'économie politique ? » La réponse à cette question, qui res treint l'application de cette science au mode de production capitaliste (plus exactement, à toutes les sociétés qui connaissent une production marchande) a semblé à d'aucuns, dont Lénine, restreindre démesurément le champ de cette science.

Il nous semble cependant certain qu'avec le dépérissement de la production marchande disparaissent tous les problèmes traditionnellement rattachés à l'étude des phénomènes économiques. [10] Il n'y a plus de problèmes de valeur d'échange, de circulation monétaire, d'équivalences, de capital ou d'accumulation des capitaux, de fluctuations conjoncturelles, de termes d'échange ou de balance des paiements : tous ces problèmes découlent en effet du dédoublement des marchandises en valeurs d'usage et valeurs d'échange, qui est le résultat de leur nature sociale particulière. A partir du moment où les produits du travail ne sont plus que des valeurs d'usage, et que les équilibres à établir (ou à rétablir) ne sont plus que de nature physique (optimum alimentaire ; aménagement physique du territoire ; économie de matières premières, etc.), l'économie politique semble se dissoudre en d'autres disciplines scientifiques : la science de l'organisation, celle des communications, la cybernétique, la médecine préventive, la physiologie alimentaire, les disciplines polytechniques, etc.

Marx et Engels, bien que restreignant, eux aussi, l'application de l'économie politique, et sa critique, telles qu'ils l'avaient conçue, au seul domaine de la production marchande (le sujet du *Capital*, c'est évidemment la marchandise et le mode de production capitaliste, et non « les phénomènes économiques en général », abstraction faite du mode de production spécifique dans lequel ils apparaissent), ajoutent cependant que l'économie du temps de travail est et restera le fondement de toute société humaine. [11] Ceci suscite une certaine ambiguïté. Puisque la loi de la valeur n'est que « la forme particulière » sous laquelle opère l'équilibre plus général du temps de travail en régime de production marchande, ne pourrait-on pas ramener les « lois de l'économie politique », de leur forme particulière propre au mode de production capitaliste, à un contenu plus général - applicable à toutes les sociétés humaines ?

On sait que Marx lui-même s'est vigoureusement inscrit en faux contre cette hypothèse [12]. L'ambiguïté est fondée sur une confusion. En effet, comme Rosa Luxemburg le précise à juste titre, la nécessité même de la science économique surgit de l'opacité des phénomènes économiques, en régime de production marchande. C'est parce que la nature de la valeur d'échange n'éclate pas automatiquement d'une liste de prix ; c'est parce que la nature de la plus-value ne se dégage pas automatiquement de la lecture d'une feuille de paye d'un ouvrier ; c'est parce que l'explication des crises conjoncturelles ne ressort pas immédiatement de la lecture des fluctuations des cours des

actions en Bourse (ou de celle des indices de la production industrielle) qu'une discipline scientifique s'organise progressivement afin de découvrir les secrets de ces phénomènes.

Dès que les phénomènes de la production marchande disparaissent pour faire place à l'organisation consciente de la vie économique, fondée sur la satisfaction des besoins, il n'y a plus de « mystères économiques » particuliers à résoudre. Les seules « lois » qu'on pourrait découvrir, ce sont des banalités ou des tautologies du genre de : « l'humanité ne pourra jamais consommer plus de produits qu'elle n'a à sa disposition (la consommation ne pourra jamais dépasser la somme de la production courante et des stocks) » ; « sans le maintien ou l'accroissement du pare des machines, la production et la consommation finiront par diminuer » ; « si toute la production courante est consommée, le pare des machines ne pourra être accru », etc. Dès qu'on s'efforce de couler ces banalités en formules fondées sur des dépenses de travail, on se heurte d'ailleurs à des difficultés insurmontables ; ou plus exactement on est tenté de se laisser glisser imperceptiblement en arrière, vers des « lois » inspirées par la production marchande.

Ainsi, il n'y a aucune proportionnalité nécessaire entre le taux de croissance du produit social et sa répartition, entre fonds de consommation et fonds d'accumulation ; une société communiste d'abondance peut en effet disposer de réserves de productivité considérables (de connaissances scientifiques non appliquées à la production courante, parce que la collectivité avait délibérément préféré éviter un effort d'investissement supplémentaire) qui font qu'un accroissement même léger du temps de travail global consacré à la fabrication de machines et d'usines peut accroître bien plus fortement la masse des biens de consommation. Et, à partir du moment où nous ne calculons plus en valeur, le but n'est évidemment pas de « rétablir » un quelconque « équilibre » dans les dépenses de travail dans chaque branche, mais simplement d'atteindre, aux moindres frais de travail *globaux*, un assortiment désiré de *masses physiques* de produits.

Si Rosa Luxemburg a raison contre ses critiques dans sa définition de l'objet de l'économie politique, elle a tort dans son élaboration de la théorie marxiste des salaires. Ou, plus exactement, elle fait des concessions excessives à la thèse de la paupérisation absolue, attribuée à Marx par ses critiques bourgeois et révisionnistes, et que le fondateur du socialisme scientifique n'a jamais défendue sous cette forme.

Entendons-nous bien : restant dans l'orthodoxie marxiste bien établie, Rosa rejette résolument la « loi d'airain des salaires » de Lassalle, d'inspiration malthusienne et ricardienne. Avec Marx, elle souligne que c'est l'accumulation du capital et non le mouvement démographique qui enflent et rétrécissent périodiquement l'armée de réserve industrielle. Avec Marx, elle distingue deux parties dans la valeur de la force de travail : une partie qui doit satisfaire des besoins purement physiologiques, et une partie qui correspond aux besoins historiquement acquis par la classe ouvrière, besoins qui dépendent autant des particularités historiques nationales que du niveau de civilisation matérielle atteint dans un pays donné et de la force organisée de la classe ouvrière.

Rosa insiste même, à juste titre, sur le fait que c'est seulement grâce à l'organisation syndicale et socialiste des travailleurs, et grâce à leur lutte de classes, que la force de travail est vendue à sa valeur (et non en dessous de sa valeur), et qu'une série de besoins culturels sont définitivement intégrés dans le « minimum vital » que le salaire est censé satisfaire. Elle voit là « la grande signification économique de la social-démocratie » (du mouvement ouvrier). Et, avec Marx, Rosa Luxemburg insiste particulièrement sur l'importance de la *part relative* qui revient aux producteurs dans la répartition de la valeur nouvelle qu'ils ont produite. La réduction tendancielle de cette part, la paupérisation relative du prolétariat est, à juste titre, conçue comme une loi historique dont seule l'abolition du régime capitaliste pourrait supprimer le jeu - alors que l'organisation syndicale efficace peut, dans certaines conditions historiques, réussir à arrêter la tendance à la baisse des salaires réels dans le cadre de ce régime.

Mais Rosa se trompe lorsqu'elle dit que « le salaire réel a la tendance constante de tomber vers le minimum absolu, vers le minimum d'existence physique, c'est-à-dire qu'il existe une tendance constante du capital d'acheter la force

de travail en dessous de sa valeur. Seule l'organisation ouvrière crée un contre-poids à cette tendance du capital ». Sous cette forme absolue et sans réserves, la formule est inexacte.

On pourrait discuter sur le fait de savoir si une telle tendance existe dans l'hypothèse abstraite d'une société capitaliste homogène à l'échelle mondiale. Mais dans le monde réel, dominé par d'énormes différences de productivité et de niveau d'industrialisation entre diverses nations capitalistes, la tendance mentionnée par Rosa n'existe pas. Elle impliquerait un nivellement mondial des salaires, avant l'apparition de puissantes organisations syndicales (ou, ce qui revient au même, un nivellement international de l'armée de réserve industrielle, avec des difficultés plus ou moins équivalentes pour l'organisation des travailleurs, confrontés avec une masse équivalente de chômeurs). La réalité, bien mise en lumière par Marx, c'est évidemment qu'il y a de forts écarts de salaires entre différents pays capitalistes, et qu'en général, si le niveau de productivité d'une nation capitaliste est en moyenne supérieur à celui de ses voisins, le niveau de salaires tendra également à être supérieur.

Ceci ne s'explique pas parce que le niveau des salaires est fonction du niveau de productivité industrielle, comme l'affirment les économistes bourgeois. Il faut faire intervenir les fluctuations de l'armée de réserve industrielle pour comprendre cette corrélation. Dans les pays « vides », sous-peuplés, et à grandes réserves de terres non occupées, le niveau élevé de la productivité n'est pas la cause mais la conséquence des hauts salaires, fonction d'une pénurie aiguë de main-d'œuvre. Dans les pays qui ont été industrialisés les premiers, le niveau plus élevé des salaires est fonction du fait qu'ils exportent une partie importante de leur production industrielle, c'est-à-dire que les emplois supprimés par l'accumulation du capital le sont surtout à l'étranger, alors que les emplois nouvellement créés le sont à l'intérieur. Ce n'est que dans les pays capitalistes qui commencent à s'industrialiser qu'on peut, dès lors, parler d'une tendance du capital à faire tomber le salaire vers le minimum physiologique, parce que l'armée de réserve industrielle a tendance à s'y maintenir en permanence à un niveau très élevé. Pour la même raison, l'organisation syndicale des travailleurs s'y heurte à des difficultés majeures.

4. Toute *L'introduction à l'économie politique* se laisse résumer en trois triades hégéliennes : la production primitive de valeurs d'usage aboutit à la production marchande qui reproduira une production pour les besoins, mais en y incorporant l'essor colossal des besoins et des potentialités de l'homme, rendu possible grâce à la production marchande ; l'organisation de la production dans les communautés primitives aboutit à l'anarchie de la production capitaliste, qui conduira à la planification socialiste de demain, infiniment plus complexe et plus variée que l'organisation de jadis ; la propriété collective primitive aboutit à la propriété privée généralisée sous le capitalisme, qui conduit à la propriété collective de demain (propriété collective qui se distinguera cependant de la propriété collective primitive par le fait que la collectivité ne sera plus un petit groupe consanguin, une horde, un clan ou une tribu, mais une collectivité très large, une nation, un continent, voire l'humanité tout entière).

L'enchaînement de ces trois triades est manifeste. C'est le développement de la production marchande au sein de la collectivité primitive qui désagrège celle-ci, y accentue la différenciation sociale, y dépose les germes de l'appropriation privée du surproduit social et des moyens de production. D'autre part, c'est le déclin de la propriété privée - par suite de la concurrence capitaliste elle-même -, c'est la socialisation objective de plus en plus avancée de la production sous ce même capitalisme, qui le rendent mûr pour être remplacé par une société socialiste. Mais cet enchaînement n'est pas graduel, évolutif et fatal. Il s'opère à travers des crises et des explosions violentes ; l'action des classes sociales y joue un rôle décisif. Les collectivités primitives ne se désagrègent pas automatiquement. Leur destruction s'opère le plus souvent par le fer et par le feu des conquérants, et ce chemin est tracé non seulement dans le sang des victimes mais encore dans celui des résistants. Les références de Rosa à l'extermination des Indiens d'Amérique par les Espagnols, à la barbarie de l'esclavage des Noirs, au prix colossal que le colonialisme a imposé au genre humain, ont un écho étonnamment moderne. Là aussi, un monde sépare *L'Introduction*, conçue en 1908, des commentaires de Kautsky de 1886, où le « tiers monde » (les deux tiers du genre humain) restait pratiquement absent.

De même, les contradictions de la société marchande généralisée, c'est-à-dire du capitalisme, ne sont-elles pas

décrites comme débouchant sur un écroulement automatique de celui-ci mais comme devant susciter la réaction des exploités, des prolétaires ; c'est leur lutte de classe qui peut substituer une société socialiste à la société capitaliste.

L'explication des différences fondamentales entre une économie fondée sur la production de valeurs d'usage, destinées à satisfaire les besoins des producteurs, et une économie fondée sur la production de marchandises, occupe la majeure partie de l'ouvrage. Rosa Luxemburg s'efforce de développer la logique différente de ces deux systèmes économiques. Là prévaut forcément la planification, l'organisation consciente du travail ; ici on aboutit inévitablement à la concurrence, à l'absence d'organisation planifiée, à l'anarchie. Les formes transitoires de l'une à l'autre sont disséquées avec une grande attention, notamment la transition de l'entraide mutuelle vers le travail gratuit fourni par une partie de la société au profit exclusif d'une autre partie. [13]

Les lecteurs qui compareront ces analyses à l'évolution du capitalisme depuis le début du XXe siècle se demanderont si Rosa Luxemburg n'a pas affaibli sa démonstration en oubliant de mentionner l'essor du « capitalisme organisé », du capitalisme des monopoles. Elle aurait pu maintenir le parallélisme intégral de la démonstration : de même que les éléments de la future production marchande généralisée commencent par éclore au sein de l'économie fondée sur la production de valeurs d'usage, de même les premiers éléments de la future économie planifiée, fondée sur la satisfaction des besoins de tous, commencent à se développer au sein même de cette production marchande généralisée qu'est le capitalisme. Et de même que la production marchande n'a pu se développer pleinement et manifester toutes ses possibilités qu'en rejetant la vieille peau de la communauté villageoise, de même l'économie d'abondance de demain ne pourra se réaliser pleinement qu'en sortant du cocon dans lequel la production capitaliste marchande – production pour le profit et non par la satisfaction des besoins - la tient encore prisonnière.

Les données empiriques dont Rosa Luxemburg pouvait disposer en 1908 à propos de l'essor des trusts, des cartels et du capital financier étaient déjà assez abondantes. Le *Capital financier* de Hilferding n'apparaîtra qu'un an après que Rosa eût commencé la rédaction de *L'Introduction*, à Noël 1909, et il s'appuie sur une bibliographie importante. Les publications théoriques de la social-démocratie internationale, notamment la revue *Neue Zeit*, contiennent de nombreuses références au mouvement de la concentration des capitaux. [14] D'ailleurs Rosa elle-même n'avait-elle pas mis l'accent sur ce phénomène dans ses polémiques avec Edouard Bernstein et Konrad Schmidt, en 1899 ? [15] Pourquoi ce mouvement n'est-il pas décrit dans *L'Introduction* ?

Il est possible que la partie du manuscrit qui, selon Paul Levi, ne nous est pas parvenue, contenait effectivement des développements à ce propos. Mais un fait nous frappe. Dans *L'Accumulation du Capital*, le phénomène des trusts, cartels et holdings, et l'analyse des éléments d' « organisation » qu'il introduit dans l'anarchie du capitalisme - notion qui joue un rôle si important dans l'œuvre de Lénine, par exemple tout au long de *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* - n'occupe pas non plus une place importante ; il est à peine mentionné. Il est donc vraisemblable de supposer que ce phénomène ne préoccupait guère Rosa Luxemburg au cours de la période 1908-1914, du moins du point de vue théorique.

On peut expliquer cette absence d'intérêt par deux raisons essentielles. D'abord, ce qui intéresse Rosa (ce sera d'ailleurs le *leitmotiv* de *L'Accumulation du Capital*) c'est le fonctionnement du capitalisme dans son ensemble, c'est-à-dire les caractéristiques spécifiques du mode de production capitaliste qui le distinguent de tous les modes de production antérieurs. Généralisation de la production marchande ; concurrence universelle et anarchie de la production ; péréquation du taux de profit qui distribue le capital entre diverses branches industrielles de façon à rétablir l'équilibre de la division du travail ; exploitation de plus en plus accentuée (du moins du point de vue relatif) du Travail par le Capital grâce au jeu de l'armée de réserve industrielle ; crises de surproduction inévitables : voilà comment Rosa résume elle-même ce fonctionnement au début du dernier chapitre de ce livre. La question qui l'intéresse, c'est celle de savoir comment le capitalisme peut fonctionner *malgré* l'anarchie de la production. Cette question est sous-jacente à toute *L'introduction à l'économie politique*. Dans le cadre de cette question, le problème de savoir si la concurrence oppose quelques milliers d'industriels grands ou moyens les uns aux autres, ou si elle

n'oppose plus que quelques trusts tout-puissants, lui paraît d'importance secondaire. Comme Marx, elle voit dans la concurrence elle-même une condition essentielle d'existence du capitalisme ; mais les *formes* de cette concurrence, et l'ampleur des forces qu'elle met en jeu, ne changent en rien le fond du raisonnement.

Cependant la question : « Comment le capitalisme peut-il fonctionner ? » en soulève logiquement une autre : « Quelles sont les barrières absolues au fonctionnement du capitalisme ? » Nous rencontrons cette question en conclusion du présent ouvrage ; elle constitue le sujet de *L'Accumulation du Capital*. Or, on sait que pour répondre à cette question, Rosa Luxemburg a eu recours à une simplification conceptuelle qui est sans doute à la source des erreurs d'analyses contenues dans *L'Accumulation du Capital* : le concept de classe capitaliste formant un tout, le concept du capitalisme réduit à un seul capital. [16] Ici nous avons la deuxième raison du manque d'intérêt manifesté par Rosa pour le phénomène de la formation des monopoles capitalistes.

A partir du moment où l'on raisonne sur les « grands ensembles », sur les données macroéconomiques de revenu global du Travail et de revenu global du Capital, la question de savoir comment le revenu du Capital se distribue entre les différentes fractions de la classe bourgeoise apparaît de nouveau comme secondaire. La question de savoir si le degré de concentration du capital modifie la répartition du revenu n'est même pas soulevée, car, dans la théorie marxiste, cette modification opère aux dépens des secteurs non monopolisés de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, plutôt qu'aux dépens de la classe ouvrière (ce n'est qu'indirectement que l'apparition des monopoles peut réduire la part du Travail dans la répartition du revenu, par une modification des « rapports de force entre les combattants » au profit du Capital).

Dans le domaine de la production, la concurrence est la loi du capitalisme ; dans le domaine de la répartition des revenus (de la réalisation de la plus-value, de l'accumulation du capital), le problème de la concentration ne se pose pas. Voilà la démarche théorique de Rosa Luxemburg qui semble l'amener à négliger le phénomène des monopoles.

La supériorité de l'analyse de Hilferding et de celle de Lénine qui la complète, est manifeste. Et ici s'impose une remarque méthodologique. Ce qui fait justement la force de *L'Introduction*, c'est la manière magistrale dont Rosa, suivant l'exemple de Marx, distingue l'évolution des structures de leur révolution, de leur renversement. L'histoire n'est comprise que comme combinaison de ces deux mouvements. Les révolutions sociales sont inconcevables sans ce travail de sagesse préalable de l'évolution. [17] Mais ces analyses minutieuses que Rosa applique à la société primitive et à la société féodale, ces transformations qu'elle décrit au sein de la communauté du village, les étapes successives de la décomposition de la propriété collective du sol qu'elle distingue - toute cette finesse analytique disparaît brusquement lorsqu'il s'agit de décrire l'évolution du capitalisme. Ici, il ne semble y avoir de la place que pour des contradictions immuables. L'effort d'adaptation à des fins d'auto-conservation, s'il n'est pas nié, ne mérite même pas une place dans l'analyse des tendances d'évolution fondamentales, des lois de développement.

Il n'y a plus, au fond, qu'un seul mouvement essentiel, celui de la destruction des secteurs non-capitalistes de l'économie (artisanat et paysannerie petite et moyenne des pays industrialisés ; l'ensemble des secteurs productifs autochtones des pays non-industrialisés). Lorsque ce mouvement est achevé, la machine doit s'arrêter. Que le mouvement lui-même transforme la machine ; que le capitalisme des monopoles fonctionne partiellement de manière différente que le capitalisme de la libre concurrence - tout en conservant les traits essentiels de celui-ci et du capitalisme en général [18] - voilà ce que Rosa ne semble pas admettre.

L'adaptation du capitalisme, c'est sa capacité de résoudre ses contradictions fondamentales, avaient proclamé Bernstein et les révisionnistes. Le capitalisme est incapable de résoudre ses contradictions fondamentales, donc il ne peut s'adapter, riposte Rosa Luxemburg [19]. Pour survivre, le capitalisme s'adapte constamment aux progrès de la technique et aux fluctuations de la lutte de classes mais, ce faisant, il ne résout aucune de ses contradictions fondamentales et suscite même de nouvelles contradictions : telle est la réponse plus correcte qu'il faut apporter aux

révisionnistes. Lénine l'avait apportée dans sa brochure sur *L'Impérialisme*. Elle s'impose aujourd'hui, avec une méthode identique, dans la phase actuelle d'évolution du capitalisme.

Mais dans l'erreur même, la puissance intellectuelle et le souffle révolutionnaire de Rosa Luxemburg se détachent mieux encore de la médiocrité de tant d'« orthodoxes » qui restent dans le vrai. Car la tentative de simplifier à l'extrême, qu'est-ce, sinon un effort de saisir le mouvement historique à très longue distance plutôt que de se laisser fasciner par des mouvements conjoncturels ?

Du grand débat avec les révisionnistes, Rosa avait dégagé la conclusion qu'un excès d'attention pour les fluctuations à court terme risquerait de détourner l'attention des grandes conflagrations qui s'annonçaient. Les guerres impérialistes et les révolutions - ces deux cataclysmes sociaux auxquels les économistes, même « marxistes », ne se référaient plus qu'avec des haussements d'épaule à la fin du siècle passé, comme à des cauchemars que « l'évolution » économique » avait chassés définitivement du domaine du possible - restent au centre de ses préoccupations. Elle en pressent l'avènement dans sa description des conflits inter-impérialistes de plus en plus aigus, du poids de plus en plus important du militarisme, sur lequel débouche *L'Accumulation du Capital*. Si elle n'a pas vu toutes les crêtes qui conduisent de la plaine aux cimes, elle a eu le mérite de discerner celles-ci alors qu'elles restaient cachées dans les nuages pour la grande majorité des socialistes de son époque.

Nous avons dit que la question « Comment le capitalisme peut-il fonctionner ? » débouche sur une autre : « Quelles sont les barrières absolues au fonctionnement du capitalisme ? » La dernière partie du livre est consacrée à la réponse à cette question. Nous y retrouvons en résumé la thèse que Rosa allait développer dans *L'Accumulation du Capital* : le capitalisme arrive à son développement ultime lorsqu'il a supprimé tout milieu non-capitaliste, tant au sein des nations occidentales que sur la surface du globe, par l'intégration dans le mode de production capitaliste de tous les producteurs des pays coloniaux et semi-coloniaux. Cela étend d'une part les richesses du capital, et cela augmente d'autre part la misère des masses populaires à l'échelle mondiale. Ainsi s'accroît la contradiction entre la tendance expansionniste innée dans le capital, et la possibilité d'expansion effective du marché capitaliste. Plus on s'approche du moment où le monde entier est industrialisé sous le capitalisme, plus l'expansion capitaliste se ralentit. Si l'humanité tout entière est divisée en capitalistes et en travailleurs salariés, le capitalisme ne peut plus fonctionner.

En d'autres termes : pas d'expansion capitaliste sans milieu non-capitaliste. Si dans *L'Introduction*, la démonstration de cette thèse se tient au niveau de quelques formules vagues [20], dans *L'Accumulation du Capital* Rosa cherchera à en apporter la preuve en s'efforçant de démontrer que la réalisation de toute la plus-value produite est impossible sans milieu non-capitaliste, que, sans ce milieu, il y aura toujours un résidu de biens de consommation invendables en régime capitaliste.

Nous n'avons pas l'intention de résumer ici toute la controverse ouverte par cette thèse de Rosa. A notre avis, Rosa se trompe quand elle affirme, sur la base des schémas de reproduction de Marx, que dans le cadre de la reproduction élargie il y a nécessairement un reliquat invendable de biens de consommation. La fonction des schémas de reproduction n'est pas d'analyser les lois de développement du capitalisme, ni de souligner les contradictions du système. Ils doivent démontrer pourquoi et comment l'équilibre de la production capitaliste peut être établi périodiquement, malgré l'anarchie de la production capitaliste. Ils relèvent de la problématique du « capital dans son ensemble », tandis que les crises et les mouvements conjoncturels relèvent de la problématique des « capitaux multiples », c'est-à-dire de la concurrence, dont les schémas font précisément abstraction. La réalité du monde de production capitaliste, c'est l'unité de ces deux problématiques. Voilà ce que Rosa a perdu de vue, en partie parce qu'elle n'avait pas eu la possibilité d'étudier systématiquement les variations du plan du *Capital* [21].

Mais si la thèse de l'impossibilité de réaliser toute la plus-value en reproduction élargie, sans intervention d'acheteurs non-capitalistes, est indéfendable du point de vue théorique, il est par contre évident que ces acheteurs ont joué et

jouent encore un rôle essentiel pour expliquer l'expansion historique concrète par laquelle le mode de production capitaliste est passé depuis 1750 jusqu'à nos jours. En d'autres termes : ce que Rosa Luxemburg a fourni, ce n'est pas une théorie marxiste des crises ni une théorie marxiste des limites internes du mode de production capitaliste, mais bien une théorie de la croissance capitaliste [22].

Lorsqu'elle affirme que sans échanges avec un milieu non-capitaliste, le rythme d'expansion capitaliste se ralentirait, elle dévoile un des aspects d'une telle théorie générale marxiste de la croissance économique en mode de production capitaliste. Paradoxalement, Lénine aussi, dans son analyse, parallèle à celle de Rosa, met en relief un des aspects de cette expansion : le transfert de sur-profits coloniaux. Dans nos travaux, nous insistons depuis plusieurs années sur le fait que ces deux hypothèses ne révèlent que deux aspects particuliers d'un phénomène beaucoup plus général : la croissance capitaliste présuppose des différences de taux de profit, c'est-à-dire différents niveaux de productivité et différents taux de plus-value dans différents secteurs de l'économie. Il importe peu de savoir si ces secteurs sont des continents, des pays, des régions ou des branches d'activité (agriculture, différentes branches industrielles, etc.). L'essentiel, c'est qu'il y ait dénivellement. Sans ce dénivellement, il y aurait effectivement tendance du mode de production capitaliste à connaître un taux de croissance déclinant, à s'orienter vers une stagnation séculaire.

Mais la nature même de la concurrence capitaliste fait qu'une péréquation intégrale du taux de profit et de productivité entre tous les secteurs est une utopie. La même force fondamentale, à savoir la concurrence (la concurrence entre capitalistes de même que la concurrence entre le Capital et le Travail), qui pousse vers la péréquation tendancielle du taux de profit, pousse aussi vers la suppression tendancielle de cette égalité du taux de profit entre diverses branches (régions, pays). Les investissements capitalistes, l'accumulation du capital sous le fouet de la concurrence, recherchent systématiquement les possibilités d'obtenir des surprofits. C'est cette recherche qui commande en dernière analyse la croissance économique sous le capitalisme. Lénine et Rosa Luxemburg ont mis, à juste titre, l'accent sur l'exploitation des colonies (et de l'agriculture) en tant que sources de sur-profits pour les monopoles capitalistes. Mais l'innovation technologique (l'exploitation d'une avance technologique), la jouissance d'une réserve de main-d'œuvre, la brusque chute de la composition organique du capital, un brusque relèvement du taux de la plus-value (par suite de guerres, de destruction des syndicats, etc.) peuvent tous être des sources équivalentes de sur-profits.

Le fait d'avoir posé la question représente en lui-même un grand pas en avant. C'est toute l'originalité et le mérite de Rosa, qu'elle ne se soit pas contentée des formules générales sur les contradictions inhérentes au mode de production capitaliste, que Kautsky avait simplement copiées chez Marx, mais qu'elle ait cherché à poser des questions, là où Kautsky et son école ne voyaient que des réponses. Comment ces contradictions se manifestent-elles à la longue, si le régime capitaliste perdure encore pendant quelques décennies ? Quelle est la structure du système capitaliste international qui remplace dans la vie réelle l'abstraction méthodologiquement nécessaire, utilisée par Marx, d'un système capitaliste « pur » ? Comment la croissance du mode de production capitaliste s'est-elle opérée dans les faits ?

Que les réponses qu'elle a apportées à ces questions soient insuffisantes et en partie erronées, c'est, en définitive, moins important que le fait qu'elle ait compris qu'il y avait là effectivement des questions, auxquelles Marx lui-même n'avait pas apporté des réponses. Il fallait du génie pour poser ces questions, dans le cadre de la problématique marxiste. Aucun marxiste ne niera plus que Rosa Luxemburg avait du génie.

Notes :

1. J. P. Nettl : « Rosa Luxemburg », London, Oxford University Press, vol, 1, pp. 389-392.
2. Paul Levi. Vorwort. « Einführung in die Nationalökonomie », p. V. E. Laub'sche Verlagsbuchhandlung, Berlin,

1925.

3. Paul Froelich : « Rosa Luxemburg-Gedauke und Tat », Éditions Maspero, Paris, 1965, pp. 189-190.
4. Le tome II du « Capital » fut publié par Engels en première édition en 1885 et connut une deuxième édition en 1893. Le tome III fut publié par Engels en 1894.
5. La vingtième édition en langue allemande parut en 1921.
6. Voir p. ex. Edouard Bernstein : « Socialisme théorique et Social -Démocratie pratique », Paris, Stock, 1900.
7. P. ex. les conclusions des « Origines du Christianisme », dans lesquelles il soulève la question d'une dégénérescence bureaucratique possible du mouvement ouvrier ; les articles sur la révolution russe de 1905, dans lesquels il prévoit les répercussions internationales de cette révolution, tant pour déclencher une série de révolutions bourgeoises en Asie qu'en jouant le rôle de « détonateur » de la révolution prolétarienne en Europe (« Neue Zeit »).
8. Kautsky expliqua p. ex. l'échec « inévitable » de la révolution prolétarienne en Allemagne au lendemain de la première guerre mondiale par la désorganisation de la production, provoquée par la guerre et la défaite.
9. La méthode de vulgarisation de Kautsky était généralement suivie dans les exposés des marxistes néerlandais (Pannekoek, Gorter, H.R. Holst, etc.), belges (De Brouckère et De Man), américain (Boudin), français (Rapport, les guesdistes), italiens, etc., avant la première guerre mondiale.
10. Nous avons traité de ce problème dans notre « Traité d'économie marxiste », vol. IV, pp. 264-266, Paris, 1969, Union générale d'Éditions, collection « 10/18 ».
11. Cf. Karl Marx : « Grundrisse der Kritik der politischen Oekonomie » (Fondements de la Critique de l'Économie politique), tome I, pp. 110-111, 312-315. Éditions Anthropos, Paris 1967.
12. Cf. l'introduction de Marx à la deuxième édition du tome 1 du « Capital », dans laquelle il cite, en l'approuvant, le passage du « Viestnik Evropy » (Messager d'Europe) de mai 1872, où il est dit explicitement que, pour Marx, il n'existe pas de lois abstraites de la vie économique, applicables au passé et au présent.
13. Nous nous sommes efforcés d'examiner le même phénomène dans notre « Traité d'Économie marxiste », vol. I, pp. 32-34.
14. Voir dans la « Neue Zeit » de la période 1900-1910 notamment les articles sur l'organisation des trusts aux États-Unis, sur l'industrie de construction électrique en Allemagne, etc.
15. Rosa Luxemburg : « Réforme sociale ou Révolution », Petite Collection Maspero, pp. 13-58, Paris, 1969.
16. Marx précise par contre explicitement que le capitalisme n'est concevable qu'en tant que « plusieurs capitaux », c'est-à-dire qu'en tenant compte de la concurrence (« Le Capital », tome II. p. 16, Éditions sociales, Paris 1928). C'est seulement dans le cadre de la concurrence que les lois de développement du capitalisme peuvent être discernées.
17. Kautsky développe cette même idée, fût-ce de manière assez mécaniste, dans ses commentaires sur le programme d'Erfurt (« Das Erfurter Programm », pp. 104-110, Dietz, Stuttgart, 1908, 9e édition).
18. Dans le programme du P.C. dont il rédigea le projet, soumis au 8, Congrès, Lénine fait précéder la description de l'impérialisme par celle du capitalisme, contenue dans l'ancien programme du Parti, et introduit ce passage par les paroles suivantes : « La nature du capitalisme et de la société bourgeoise, qui domine encore dans la plupart des pays civilisés et dont l'évolution conduit Inévitablement à une révolution communiste mondiale du prolétariat. avait été définie correctement... dans les dispositions suivantes de notre ancien programme. » (Lénine : « Oeuvres », tome XXIX, pp. 115-116, Editions sociales, Paris 1962.)
19. « Réforme sociale ou Révolution », pp. 48-29, Petite Collection Maspero, Paris 1969.
20. Dans sa préface à « L'Accumulation du Capital », Rosa indique : « Lorsqu'en janvier de cette année (1912 E.M.), après les élections pour le « Reichstag ». j'ai de nouveau commencé à rédiger, du moins en une esquisse, cette popularisation de la doctrine économique de Marx, je me suis heurtée à une difficulté imprévue. Je n'ai pas réussi à présenter avec une clarté suffisante le processus d'ensemble de la production capitaliste dans ses rapports concrets ainsi qu'avec sa limite historique objective. » C'est alors qu'elle décida de rédiger « L'Accumulation du Capital ».
21. Cette question est étudiée minutieusement par Roman Rosdolsky : « Zur Entstehungsgeschichte des Marxschen 'Kapital' », Band I, pp. 24-78, Europaeische Verlagsanstalt, Frankfurt, 1968.
22. J.-P. Nettl : « Rosa Luxemburg », tome II, p. 839. Nous avons émis la même idée dans notre « Traité d'Économie marxiste » dès 1962 (voir dans l'édition actuelle, tome III, pp. 28-29, 34-36) [didim escort](#), [marmaris escort](#), [didim escort bayan](#), [marmaris escort bayan](#), [didim escort bayanlar](#), [marmaris escort bayanlar](#)